



2 août 2011

FÉDÉRATION

Information précisant les conditions d'utilisation des ailes de parapente non homologuées

Après consultation approfondie de notre assureur, de nos juristes, et par décision des élus, ce texte fait suite au communiqué du 21 juillet 2011 relatif à la suspension temporaire des ailes non homologuées dans les compétitions de distance en parapente organisées par la FFVL.

Notre assureur nous confirme que, dans le cadre de notre contrat, il assure tout type de matériel utilisé en conformité avec les règles techniques définies par la FFVL :

« Compte tenu de l'article 2 de l'arrêté du 7/10/1985 (relatif à l'utilisation des PUL) mentionnant que les planeurs ultralégers sont dispensés de document de navigabilité, nous (la Réunion Aérienne) n'avons pas de restriction à imposer à l'heure actuelle sur l'homologation ou non des voiles et surtout de l'impact de cette homologation sur la couverture d'un sinistre.

Les garanties restent donc acquises avec ou sans homologation des voiles. »

En conséquence, le bureau directeur confirme :

- Qu'en raison des risques pénaux encourus par les organisateurs et les dirigeants de la fédération en général, suite à la décision de la CIVL de n'autoriser que les voiles homologuées en compétition de catégorie 1 FAI, **la mesure temporaire d'interdiction est maintenue.**
- En effet, à la fois le lien entre la FAI et la FFVL et la décision d'une majorité de fédérations de vol libre dans le monde d'appliquer ce règlement, font courir un risque pénal en cas de litige majeur lié à un accident grave en compétition sur du matériel non homologué. Les dirigeants de la fédération, malgré les conséquences importantes induites pour les pilotes, estiment que ce risque qui pourrait mettre en péril toute la fédération ne peut pas, en l'état actuel de la situation, être couru.
- En revanche, vu que notre assureur confirme bien sa couverture d'assurance, **toutes les autres activités de la fédération sans exceptions sous des voiles non homologuées sont maintenues.** Ces dernières ne sont, en effet, pas concernées par la décision de la CIVL.
- Qu'il agit pour que des solutions soient mises en place afin de trouver des équilibres entre la recherche de la performance et celle de la sécurité. Pour ce faire, un groupe de travail est en cours de création.

Précisions techniques et réglementaires :

Ailes non homologuées

- ⇒ **L'utilisation de ces ailes est temporairement suspendue en compétition** sur le territoire national format FAI cat 1 ou cat 2 et dans les compétitions de parapente de distance inscrites au calendrier FFVL (internationales, nationales, régionales et amicales).
- ⇒ Ces ailes peuvent être utilisées dans le cadre des autres activités organisées par la FFVL et ses organes déconcentrés et notamment pour le vol loisir, l'entraînement, la CFD, la formation, le treuil, etc.... Les pilotes français participant à des compétitions à l'étranger autorisant l'utilisation des ailes non homologuées sont couverts par le contrat d'assurance ainsi que dans le cadre d'une pratique de loisir en respect de la réglementation nationale.

Ailes non homologuées dans un modèle majoritairement homologué

De même, de façon temporaire, au sein d'un même modèle si une majorité des tailles d'ailes est homologuée dans une certaine catégorie, alors les tailles non homologuées seront assimilées à la catégorie obtenue par les autres tailles.

- ⇒ Par conséquent, **temporairement l'utilisation de ces ailes n'est pas visée par la décision de suspension en compétition** telle que prise par la CIVL et validée également par la FFVL le 21 juillet 2011.

Ailes homologuées en compétition

Ces ailes devront être utilisées dans le strict respect du manuel de vol constructeur et en conformité avec le cahier des charges de l'homologation. Elles ne devront en aucun cas être modifiées de quelque façon. En cas de non-respect de ces principes, l'organisateur d'une compétition sera à même, en concertation avec le délégué technique, de prendre des sanctions immédiates envers le pilote. Ces sanctions seront proportionnées en fonction de l'éventuel avantage sportif que lui donnerait cette infraction.